

<https://divergences.be/spip.php?article3883>



Le parti démocrate, parti préfééré du capital américain.

- Aujourd'hui - Décembre 2024 - USA, après Trump... -

Publication date: dimanche 17 novembre 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

[Origine Jacobin](#)

Le parti démocrate est devenu, de manière improbable, le parti préféré du capital américain. Mais ce faisant, il a perdu de plus en plus de sa base ouvrière.

Peu avant les élections de 2000, le magazine *BusinessWeek* a présenté au public américain un nouveau type de moyen d'investissement. L'article révélait que plusieurs entreprises avaient créé des fonds dont les performances seraient fortement corrélées au résultat de l'élection. Les clients pouvaient acheter un fonds George W. Bush ou un fonds Al Gore, chacun étant chargé d'actions et de produits dérivés dont la valeur augmenterait en cas de victoire de son candidat.

La composition des fonds est instructive. Les fonds Bush étaient chargés de tout, de Microsoft aux sociétés financières, en passant par les fabricants de tabac et les entreprises de défense, soit une part substantielle de l'économie américaine. Les fonds Gore, quant à eux, étaient un peu plus minces - leurs principaux composants étaient des concurrents de Microsoft, des consultants en environnement et des gestionnaires de prestations pharmaceutiques. Pour que les fonds Gore soient viables, les sociétés financières ont dû les remplir de positions courtes sur les actions des fonds Bush. Le résultat du "Bushdaq contre le Goredex", comme l'a dit *BusinessWeek*, était que Bush pouvait s'attendre à un soutien beaucoup plus important de la part des entreprises que même un néo-démocrate aussi orthodoxe que Gore.

Deux décennies plus tard, la situation est bien différente. Aujourd'hui, les démocrates collectent des fonds à tour de bras et les républicains s'efforcent de suivre le mouvement. À l'ère de Donald Trump, les démocrates sont devenus, de manière improbable, le parti préféré du capital américain.

Il y a trente ans, la situation était bien différente. Le parti démocrate qui a émergé des années 1980 a été meurtri par la coalition d'entreprises que Ronald Reagan avait mise en place pour soutenir sa présidence et celle de son successeur, George H. W. Bush. Les démocrates se sont retrouvés à se battre pour obtenir des miettes du soutien des entreprises ici et là. Un groupe s'est révélé être une source fiable de fonds : les avocats plaidants. Les démocrates avaient tendance à soutenir les lois qui facilitaient les poursuites contre les grandes entreprises et à nommer des juges qui prêtaient une oreille bienveillante à ces poursuites. En retour, les avocats plaidants ont fait des dons généreux aux démocrates. Lors de sa campagne de 1992, Bush a accusé Bill Clinton d'être "soutenu par pratiquement tous les avocats d'affaires qui ont porté des mocassins à glands". Il n'avait pas tort. Au milieu des années 1990, les avocats ont éclipsé les syndicats en tant que source de financement des candidats démocrates.

Mais l'évolution de l'économie allait bientôt menacer ce mariage heureux. L'essor de la Silicon Valley a constitué un nouvel électorat attrayant pour les démocrates. Des figures de proue de la technologie californienne, comme David Packard de Hewlett-Packard et l'investisseur en capital-risque John Doerr, avaient soutenu les républicains modérés dans les années 1970 et 1980. Alors que les républicains modérés étaient en voie de disparition et que les "démocrates Atari" de tout le pays clamaient leur soutien à l'industrie de la haute technologie, les démocrates ont vu là une opportunité à saisir. La seule chose qui leur barrait la route, c'était les avocats plaidants.

L'essor des recours collectifs, en particulier ceux intentés au nom des actionnaires contre la direction d'une entreprise, a rendu de nombreux avocats extrêmement riches. Les entreprises, à leur tour, ont commencé à faire pression sur la législation pour qu'elle restreigne ces actions. Le roi des recours collectifs en Californie était Bill Lerach (ou, comme on l'appelait dans les pages du magazine *Wired*, "Bloodsucking Scumbag"). Il se trouve que

Lerach est aussi le deuxième plus grand donateur de candidats fédéraux du pays, presque toujours en faveur des démocrates. En 1996, il a financé un référendum en Californie visant à protéger les actions en justice des actionnaires. La Silicon Valley a réagi furieusement en fondant son premier PAC, la California Technology Alliance, pour s'y opposer. Les agents démocrates favorables à la technologie y ont vu une opportunité et ont conseillé à Clinton de se prononcer contre le référendum, ce qu'il a fait, trahissant ses alliés avocats (bien qu'ils lui pardonneraient). Une nouvelle alliance, entre les démocrates et la Silicon Valley, a commencé à prendre forme.

Toutefois, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, les entreprises technologiques n'étaient pas encore les titans qu'elles allaient devenir. Au tournant du siècle, General Motors était encore en tête du classement Fortune 500, Apple arrivant en 285^e position et Amazon ne figurant même pas sur la liste. Parmi les géants de l'entreprise, les Républicains étaient encore le parti préféré, et George W. Bush, promettant un renouveau de la prime Reagan, les avait mobilisés pour en faire une armée de collecte de fonds. Au cours des deux dernières années du mandat de Clinton, les entreprises se sont contentées d'attendre l'arrivée au pouvoir de Bush. Elles savaient que leurs besoins seraient satisfaits bien assez tôt.

En 2004, les démocrates ont élaboré une stratégie pour faire face aux forces en présence. Deux ans plus tôt, ils avaient réussi à faire adopter une réforme du financement des campagnes visant à restreindre l'argent flou, c'est-à-dire les fonds auparavant illimités que les donateurs pouvaient donner aux organisations locales et d'État des partis pour des activités de propagande électorale. Tout cet argent avait besoin d'un endroit où aller, et un groupe de travail du DNC lui a trouvé une place dans les "groupes 527". Ces organisations, nommées d'après l'article correspondant du code fiscal, étaient autorisées à solliciter et à dépenser des fonds illimités tant qu'elles ne prônaient pas explicitement l'élection ou la défaite d'un parti spécifique. Un groupe pouvait diffuser des publicités sur le fait qu'un candidat avait un bilan catastrophique en matière de droit à l'avortement et, tant que ces publicités n'appelaient pas directement à la défaite de ce candidat, dépenser autant qu'il le souhaitait.

Les agents démocrates, dirigés par Harold M. Ickes, ancien collaborateur de la Maison Blanche, ont conçu une stratégie selon laquelle les démocrates pourraient contrer l'avantage financier des républicains en sollicitant des dons vraiment considérables de la part de quelques bailleurs de fonds très engagés et très riches, qui pourraient acheminer cet argent par l'intermédiaire de groupes 527 et échapper ainsi aux limites imposées au financement des campagnes électorales. Ce qui manquait aux démocrates en termes d'ampleur de leur soutien, ils le compensaient en termes de profondeur.

Le principal soutien des démocrates était l'investisseur George Soros, qui a injecté plus de 20 millions de dollars dans des groupes 527 en 2004. Au total, les démocrates ont dépassé les républicains dans la collecte de fonds auprès des groupes 527 : 321 millions de dollars contre 84 millions de dollars, soit un avantage de quatre contre un. Cela n'a pas suffi à déloger un président en guerre qui présidait une économie en plein essor, mais c'était un signe des choses à venir.

Les choses ont commencé à changer pour les démocrates avec l'élection de Barack Obama en 2008. Le second mandat de George W. Bush a été une catastrophe, qui a commencé avec l'ouragan Katrina et s'est terminée par l'effondrement financier de 2008. La classe dirigeante des entreprises savait que le GOP était en voie de disparition et a fait quelques efforts pour se rapprocher des démocrates. Mais ce qui est encore plus important, c'est la machine à collecter des fonds à partir de petits montants qu'Obama a mise en place. S'inspirant des techniques mises au point par la campagne d'Howard Dean quatre ans plus tôt, la campagne d'Obama a utilisé l'internet pour solliciter de petits dons auprès d'un grand nombre de donateurs plutôt que de recevoir de gros dons de la part d'un petit nombre. Cette stratégie s'est avérée payante, permettant à Obama de collecter tellement d'argent qu'il est devenu le premier candidat de l'ère moderne à se soustraire au système de fonds de contrepartie publics, qui fournit un financement public aux campagnes au prix d'un plafonnement des dépenses. Les petites sommes collectées par M. Obama lui ont permis de dépasser ces plafonds et de surpasser facilement John McCain.

La présidence de Barack Obama a marqué un tournant dans le financement des campagnes électorales à deux égards. Tout d'abord, le fondement juridique du financement des campagnes a été transformé par les arrêts Citizens United et SpeechNow.org de la Cour suprême, qui ont libéré les super PAC - des groupes qui pouvaient solliciter et dépenser des sommes illimitées tant qu'ils ne coordonnaient pas officiellement les campagnes elles-mêmes. Les super PAC ont permis aux milliardaires à tendance idéologique de jouer un rôle encore plus important dans le système politique que ne le faisaient les groupes 527, puisqu'ils pouvaient diffuser des publicités soutenant les candidats et même entreprendre des opérations de mobilisation des électeurs. Au début, les dépenses des super PAC étaient dominées par des groupes pro-républicains, mais lors des élections de 2016, les démocrates avaient pris l'avantage.

Le deuxième changement sous Obama a été l'émergence du secteur technologique comme l'un des principaux bailleurs de fonds du parti démocrate. Bien que le secteur technologique ait penché en faveur des démocrates depuis les années 90, ce fait a pris une importance économique bien plus grande au cours du second mandat d'Obama. Apple s'est hissé au dix-septième rang du classement Fortune 500, tandis qu'Amazon et Google sont entrés dans le top 100. La somme d'argent que le secteur pouvait apporter a donc atteint des sommets vertigineux.

Dans le même temps, les relations entre les entreprises de la Silicon Valley, telles que Facebook et Google, et l'État chargé de la sécurité nationale se sont considérablement resserrées. Google a commencé à travailler en étroite collaboration avec la NSA à la suite de la violation de la sécurité de l'entreprise par des pirates chinois en 2009. Peu après, Google a signé un accord pour partager des données avec l'agence dans le cadre de ses programmes de surveillance en pleine expansion. Des entreprises comme AT&T ont participé avec enthousiasme à la surveillance de la NSA et - selon Edward Snowden, dont les fuites ont révélé l'ampleur de l'espionnage de la NSA - d'autres entreprises, dont Yahoo ! et Facebook, ont participé à la surveillance de la NSA. - d'autres entreprises, dont Yahoo ! et Facebook, étaient également de la partie. Une partie importante de l'industrie technologique, aujourd'hui gigantesque, a noué des liens étroits avec l'État. Selon l'analyse du politologue Thomas Ferguson, ce secteur a versé des dons disproportionnés à la campagne de réélection d'Obama en 2012, alors même que le gros des affaires allait à Mitt Romney.

Trump peut se prévaloir du soutien d'un petit nombre de milliardaires très idéologiques, mais parmi la grande majorité des chefs d'entreprise, il dispose d'un soutien extraordinairement faible. Les démocrates ont parcouru un long chemin depuis les années 90. Comme en 2008, Obama a largement dépassé son adversaire en 2012. Les dirigeants du GOP ont reconnu qu'ils étaient en train de rattraper leur retard, notant dans leur tristement célèbre "autopsie" de l'élection de 2012 que "le RNC commence à peine à faire face à la concurrence des groupes démocrates" en termes de collecte de fonds. Ils ont mis en place de nouveaux plans pour soutenir la collecte de fonds en vue de la course de 2016. Les électeurs du parti, cependant, avaient d'autres idées.

Donald Trump s'est lancé dans les primaires républicaines en 2015 en déclarant qu'il n'avait besoin de l'argent de personne et qu'il n'était pas contrôlé par les donateurs. En réponse, les entreprises américaines n'ont été que trop heureuses de verser leur argent à Hillary Clinton. Hillary Clinton a écrasé Donald Trump en termes de collecte de fonds, accumulant quelque 300 millions de dollars de plus que lui, tant au niveau des comités de candidature officiels que des groupes de dépenses externes. La situation était presque l'inverse de celle de 2004 : Mme Clinton a bénéficié du soutien de presque tous les secteurs de l'économie, tandis que M. Trump s'est appuyé sur une poignée de milliardaires très idéologiques pour obtenir une grande partie de son argent. Bien que Trump soit parvenu à égaler Clinton en nombre de petits donateurs, il n'a jamais été proche dans la course à l'argent.

La présidence de Trump a accéléré une dynamique qui avait commencé des années plus tôt : le réalignement des riches. Dès 2007, le statisticien Andrew Gelman soulignait que la véritable énigme du vote américain n'était pas que les classes populaires votaient républicain (ce qui, à l'époque, tendait à être surestimé), mais que, dans les États bleus, les riches comme les pauvres avaient tendance à voter démocrate. Depuis lors, toutefois, on a observé un changement similaire parmi les riches dans les États rouges également, les électeurs à revenus élevés devenant

partout nettement plus démocrates. Il est important de noter que ce changement ne se limite pas aux professions plus libérales comme les avocats. Une étude récente portant sur près de 10 000 directeurs et cadres d'entreprise a clairement mis en évidence un glissement vers la gauche des contributions aux campagnes électorales au cours des deux dernières décennies.

Il en résulte un avantage massif des démocrates en matière de collecte de fonds dans un grand nombre de secteurs d'activité. Un examen des employés de cabinets d'avocats d'affaires a révélé un ratio de contribution de près de six pour un en faveur des démocrates. Une autre étude a révélé que, parmi les entrepreneurs technologiques figurant sur la liste Forbes 400, près de 80 % des dons allaient aux démocrates. Avec de tels chiffres, il n'est pas surprenant que Joe Biden ait répété l'avantage de Clinton en matière de collecte de fonds en 2020, recueillant environ 1,5 milliard de dollars contre 1 milliard de dollars pour Trump. Une fois de plus, M. Trump peut se prévaloir du soutien d'un petit nombre de milliardaires très idéologiques, de Miriam Adelson à Elon Musk, mais la grande majorité des chefs d'entreprise ne lui accordent qu'un soutien extraordinairement faible. Parmi les PDG des cent plus grandes sociétés cotées en bourse, un seul - Musk - avait fait un don à Trump en juillet 2024.

Tout cela a permis à Kamala Harris de dépasser massivement le financement de Trump en 2024 et de poursuivre les riches donateurs avec une nouvelle impudeur. Par exemple, Joe Biden demandait 10 000 dollars aux donateurs pour une photo ensemble. Lorsque Mme Harris a repris le ticket, elle est passée à 50 000 dollars.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire moderne que le parti démocrate parvient à rallier à lui la quasi-totalité des grandes entreprises. Une situation similaire s'est produite en 1964, lorsque les républicains ont désigné l'hyperconservateur Barry Goldwater, dont l'extrémisme rebutait les grandes entreprises. Lyndon B. Johnson l'a emporté dans les urnes grâce à une coalition comprenant à la fois les travailleurs de l'automobile (United Auto Workers) et leurs employeurs. À l'époque, le socialiste Bayard Rustin avait prédit qu'"il est peu probable que même le génie politique [de Johnson] soit capable de maintenir ensemble une coalition si intrinsèquement instable et pleine de contradictions".

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire moderne que le parti démocrate parvient à allier derrière lui la quasi-totalité des grandes entreprises.

La coalition de Johnson a en effet éclaté quatre ans plus tard, ce qui l'a conduit à abandonner sa campagne de réélection, tout comme Biden le fera cinq décennies plus tard. Johnson était le candidat du maintien au Viêt Nam. Aujourd'hui, les démocrates sont le parti du statu quo économique. Cela leur a permis de consolider un soutien massif de la part des riches, alors que le GOP s'est consciencieusement rallié aux promesses de Donald Trump de bouleverser radicalement le code des impôts, la politique commerciale et bien d'autres choses encore.

Alors qu'en 1964, le soutien apporté par Johnson au monde des affaires a contribué à une victoire électorale écrasante, Goldwater ayant obtenu moins de 40 % des voix, la horde d'or contemporaine des démocrates n'a rien apporté de comparable. Il est vrai que le GOP a l'ignominieuse distinction d'avoir rarement remporté le vote populaire. Mais même en tenant compte de ce fait, les marges de victoire des démocrates au cours de cette période ont été très étroites et souvent insuffisantes pour surmonter les diverses caractéristiques antidémocratiques de la politique américaine.

La victoire de Donald Trump ne fait que confirmer la précarité de la position du parti démocrate. Ce dernier a consolidé une grande coalition de l'élite américaine mais, ce faisant, a perdu de plus en plus de sa base ouvrière. Sa longue quête pour gagner les cœurs et les esprits des riches a coûté cher au parti et au pays.